**PROCÈS VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL DU 1^{er} FÉVRIER 2024**

L'An Deux Mil Vingt Quatre, le 1^{er} FÉVRIER à DIX NEUF HEURES, le Conseil Municipal s'est réuni en séance ordinaire dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Madame GARDA-FLIP, première Adjointe.

Nombre de CONSEILLERS MUNICIPAUX en exercice : 29

Date de convocation du Conseil Municipal : 26 janvier 2024

ORDRE DU JOUR :

- Adoption du PV de la séance du 23 janvier 2024.
- Projet de réalisation de travaux d'amélioration énergétique dans l'ex multi-accueil – transfert de la bibliothèque actuelle – demandes de subventions.
- Projet de réalisation de travaux de rénovation thermique du théâtre « Charles Trénet » - demandes de subventions.
- Mise en œuvre partielle de la procédure des Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement (AP/CP) – complément au Règlement Budgétaire et Financier (RBF).
- Vote d'Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement (AP/CP) pour la période 2024/2026.
- Prime Exceptionnelle du Pouvoir d'Achat octroyé au personnel communal.
- Modification du tableau des effectifs du personnel permanent.
- Créations de postes et autorisation de recrutement d'agents pour accroissement saisonnier d'activité.
- Projet d'un salon de l'excellence artisanale à Chauvigny.

ETAIENT PRÉSENTS : Madame GARDA-FLIP, Monsieur DAOUT, Madame MARIGNAN, Monsieur LARY, Madame DEMAZEAU, Monsieur DELIS, Madame GREFFIER, Monsieur TALBOT, Adjoint, Mesdames SOLANO, COTTIN, Monsieur BARTONICEK, Mesdames DA SILVA, LEPROUX, Monsieur BYKOWSKI, Madame BRACHET, Monsieur MULTEAU, Madame PERRAUX, Messieurs MORCEAU, LEGUBE, CAIRE, BONNIN, Madame VAILLANT, Conseillers Municipaux.

EXCUSÉS : Monsieur HERBERT qui a donné pouvoir à Madame GARDA-FLIP
Monsieur COURCO qui a donné pouvoir à Monsieur BYKOWSKI
Madame SANTOS qui a donné pouvoir à Madame BRACHET
Monsieur GROSJEAN qui a donné pouvoir à Madame SOLANO
Monsieur PELUCHON qui a donné pouvoir à Monsieur TALBOT
Monsieur OURZIK qui a donné pouvoir à Monsieur DAOUT
Monsieur TINARD qui a donné pouvoir à Monsieur LEGUBE

Monsieur LEGUBE a été nommé Secrétaire de Séance.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal de la séance du 23 janvier 2024.

I. FINANCES

1. PROJET DE RÉALISATION DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE DANS L'EX MULTI-ACCUEIL – TRANSFERT DE LA BIBLIOTHÈQUE ACTUELLE – DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur Jean-Claude LARY

Par une précédente délibération en date du 1^{er} février 2023, une délibération avait été prise afin d'adopter le plan de financement prévisionnel de l'opération citée en titre et solliciter les subventions correspondantes.

En 2023, l'intention était de prendre rang concernant les sollicitations financières auprès de l'Etat étant entendu que les seuls éléments alors à notre connaissance étaient ceux résultant de l'audit énergétique réalisé sur ce bâtiment par la société EFFILIOS, prestataire mandaté par le syndicat Energies Vienne. Depuis cette date, par une délibération en date du 04 juillet 2023, le conseil a validé l'étude de faisabilité réalisée par l'Assistant Maitre d'Ouvrage mis à disposition gratuite par le syndicat pour un coût prévisionnel d'opération à hauteur de 696 379 € HT en intégrant une variante photovoltaïque en toiture.

La commune a ensuite choisi un architecte et une équipe de maîtrise d'œuvre qui a récemment remis un avant-projet définitif, document nécessaire à la collectivité pour que cette dernière redépose une demande de financement auprès de l'Etat.

Dans ce cadre, la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) ainsi que les fonds verts peuvent être demandés mais nous n'avons pas de précision sur le taux global de subventionnement pouvant être obtenu, ces financements étant à la main du préfet, l'aide obtenue dépendant des enveloppes disponibles et du nombre de dossiers déposés. Il sera donc indiqué ci-dessous un taux maximal de 80% de financements extérieurs incluant également l'aide du syndicat Energies Vienne.

Je vous propose donc :

- D'adopter le plan de financement prévisionnel de l'opération tel que décrit ci-dessous (hors mobilier spécifique) :

DÉPENSES (HT) :

- Travaux : 492 604 €
- Honoraires divers (MOE, OPC, contrôle technique, SPS, géomètre, diag) : 80 868 €
- Publicité et divers : 8 000 €
- Provision aléas et imprévus : 29 074 €
- TOTAL : 610 546 €

RECETTES :

- Participation financière du syndicat Energies Vienne (25 % plafonné à 150 000 €) : 150 000 €
- Etat (DSIL /fonds verts) : 338 436 €
- Autofinancement commune (20%) : 122 110 €
- TOTAL : 610 546 €

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à déposer les dossiers de demandes de subventions au titre de la programmation 2024 et faire tout le nécessaire à cette fin.

DISCUSSION

Sur la base d'une perspective du bâtiment rénové projeté, Monsieur LARY fournit quelques informations complémentaires en précisant que le dossier est au stade de l'avant-projet détaillé et qu'il nécessitera encore des ajustements avant le dépôt du permis de construire (devant intervenir fin février) notamment quant aux aménagements extérieurs. La sélection des entreprises pourrait avoir lieu courant mai/juin et le début des travaux en septembre pour une durée de chantier de 6 à 8 mois.

Monsieur LEGUBE précise que sa liste a déjà émis des réserves quant à la définition de ce projet au motif que la ville de Chauvigny mériterait un équipement style médiathèque plus ambitieux dans ce domaine. « Nous sommes totalement favorable à la rénovation énergétique des bâtiments municipaux mais nous persistons à dire que la ville de Chauvigny méritait une médiathèque ».

La liste citoyenne consciente de l'intérêt d'une bibliothèque digne de ce nom annonce par la voix de Madame Vaillant leur intention de s'abstenir pour des raisons de coûts exorbitants.

A la demande de Monsieur CAIRE, Monsieur LARY précise que l'option photovoltaïque finalement retenue dans l'avant-projet est destinée à une auto consommation et non une revente de l'énergie produite.

Décision adoptée par 24 voix pour et 5 abstentions (Monsieur LEGUBE avec le pouvoir de Monsieur TINARD, Monsieur CAIRE, Monsieur BONNIN, Madame VAILLANT)

2. PROJET DE RÉALISATION DE TRAVAUX DE RÉNOVATION THERMIQUE DU THÉÂTRE « CHARLES TRÉNET » - DEMANDES DE SUBVENTIONS

Monsieur Jean-Claude LARY

Par une précédente délibération en date du 1^{er} février 2023, une délibération avait été prise afin d'adopter le plan de financement prévisionnel de l'opération citée en titre et solliciter les subventions correspondantes.

En 2023, l'intention était de prendre rang concernant les sollicitations financières auprès de l'Etat étant entendu que les seuls éléments alors à notre connaissance étaient ceux résultant de l'audit énergétique réalisé sur ce bâtiment par la société EFFILIOS, prestataire mandaté par le syndicat Energies Vienne. Depuis cette date, par une délibération en date du 04 juillet 2023, le conseil a validé l'étude de faisabilité réalisée par l'Assistant Maître d'Ouvrage mis à disposition gratuite par le syndicat pour un coût prévisionnel d'opération à hauteur de 1 181 734 € HT (inclus remplacement des Centrales de Traitement d'air (CTA))

La commune a ensuite choisi un architecte et une équipe de maîtrise d'œuvre qui a récemment remis un avant-projet définitif, document nécessaire à la collectivité pour que cette dernière redépose une demande de financement auprès de l'Etat.

Je vous propose donc :

- D'adopter le plan de financement prévisionnel de l'opération tel que décrit ci-dessous (hors mobilier spécifique) :

DÉPENSES (HT) :

- Travaux : 878 000 €
- Honoraires divers (MOE, OPC, contrôle technique, SPS, diag) : 75 891 €
- Publicité et divers : 13 000 €
- Provision aléas et imprévus : 48 345 €

TOTAL : 1 015 236 €

RECETTES :

- Participation financière du syndicat Energies Vienne (plafonnée) : 150 000 €
- Etat (DSIL /fonds verts) : 662 188 €
- Autofinancement commune (20%) : 203 048 €

TOTAL : 1 015 236 €

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à déposer les dossiers de demandes de subventions au titre de la programmation 2024 et faire tout le nécessaire à cette fin.

DISCUSSION

Sur la base d'une perspective du bâtiment rénové projeté, *Monsieur LARY* fournit quelques informations complémentaires notamment sur le parti architectural et le fait de remplacer le bardage bois (qui a 30 ans et donc a fait son temps) par une structure métallique. Toutefois, cela nécessitera d'avoir l'aval d'une part de l'architecte ayant conçu le bâtiment et d'autre part, de l'Architecte des Bâtiments de France. Le calendrier prévisionnel est sensiblement identique à celui du projet précédent étant entendu qu'il faudra gérer les périodes d'occupation du théâtre en lien avec la programmation culturelle.

Décision adoptée à l'unanimité.

3. MISE EN ŒUVRE PARTIELLE DE LA PROCÉDURE DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CRÉDITS DE PAIEMENT (AP/CP) – COMPLÉMENT AU RÉGLEMENT BUDGÉTAIRE ET FINANCIER (RBF)

Monsieur Gérard DELIS

Je vous rappelle que le cycle budgétaire annuel de la ville de Chauvigny est le suivant :

- Fin février : adoption du Compte Administratif N-1 et Débat des Orientations Budgétaires année N
- Début avril : vote du Budget Primitif année N

Ce calendrier – en place depuis de nombreuses années – présente certains avantages quant à la recherche d'un certain niveau de précision au stade du budget primitif :

- Connaissance des principaux éléments de recettes de la section de fonctionnement,
- Les résultats N-1 sont pris en compte en lien avec les reports de la section d'investissement.

Mais également un inconvénient : le fait de voter tardivement le budget retarde l'engagement des investissements (travaux/acquisitions) ce qui engendre en fin d'exercice un taux de consommation des crédits qui n'est pas toujours satisfaisant.

Sur la base de ces constats, il est proposé à compter de 2024 d'utiliser la méthode des Autorisations de Programmes/Crédits de Paiement annuels (AP/CP).

Les AP fixent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées pour le financement des investissements pluriannuels. Les AP ne doivent pas être confondus avec le Programme Pluriannuel d'Investissement (PPI) qui est l'outil de programmation et d'affichage mais elles contribuent à son élaboration.

Les AP peuvent être de deux sortes :

- dites « de projet » : financer un programme individualisé en une seule opération (ex : transfert de la bibliothèque),
- dites « d'intervention » : financer un programme regroupant un ensemble cohérent d'opérations dans un domaine d'intervention spécifique (ex : établissements scolaires ..).

Chaque AP se décline en plusieurs enveloppes : les Crédits de Paiement (CP) devant être déclinés au moment du vote via un échéancier. Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées dans l'année. S'ils ne sont pas entièrement consommés, les CP votés non mandatés sont automatiquement annulés : ils ne peuvent faire l'objet d'aucun report mais ils pourront si besoin être prévus par un nouveau vote.

Les avantages de la technique des AP/CP sont les suivants :

- Accroître la visibilité, en fixant pour plusieurs exercices, les crédits affectés à la réalisation d'une opération,
- Limiter la mobilisation prématurée des crédits en ajustant les ressources au fur et à mesure en fonction des marges de manœuvre financières de la commune,
- Augmenter le taux de consommation des crédits inscrits (voir supra).

Les AP sont ouvertes, c'est-à-dire votées, par le conseil Municipal. C'est une délibération distincte du BP. Les AP peuvent être créées, ajustées et actualisées en permanence si nécessaire à l'occasion de n'importe quelle séance de conseil municipal. C'est un outil de pilotage.

Je vous propose donc de mettre en œuvre la procédure des AP/CP pour le financement des dépenses d'investissement de la commune à partir de 2024 (budget général exclusivement) et pour cela, d'adopter un complément (chapitre 3 relative à la gestion pluriannuelle des crédits – document en PJ) au règlement Budgétaire et Financier (RBF) adopté l'année dernière lors du passage anticipé à la nouvelle nomenclature budgétaire M57.

Décision adoptée à l'unanimité.

4. VOTE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMMES / CRÉDITS DE PAIEMENT (AP/CP) POUR LA PÉRIODE 2024/2026

Monsieur Gérard DELIS

En prolongation directe du point précédent, je vous propose d'adopter les AP/CP suivantes sur la période 2024/2026 regroupées par grandes thématiques :

CULTURE

- valoriser la culture à travers le patrimoine historique
- faire de la culture un enjeu partagé

ATTRACTIVITÉ ET BIENVEILLANCE

- garantir la tranquillité et la sécurité des habitants
- améliorer l'esthétisme et le dynamisme de la ville pour la rendre plus accueillante
- maintenir à niveau le patrimoine
- développer de nouveaux services à la population et rester attentif au handicap

SPORTS

- maintenir à niveau les équipements existants

ENVIRONNEMENT

- inscrire la politique communale dans une démarche environnementale transversale
- agir pour la transition énergétique

EDUCATION / JEUNESSE

- améliorer sans cesse les équipements scolaires
- permettre à tous les enfants et jeunes Chauvinois de s'épanouir

MOYENS GÉNÉRAUX

- donner les moyens aux services d'accomplir leurs missions

Les tableaux correspondants sont en PJ et seront présentés en commission Finances.

Le vote porte sur les AP (lignes fonds couleur) ventilées par crédits de paiement annuels pour la période 2024/2026. Les lignes mentionnées en couleur correspondent à des chapitres budgétaires (ou opérations) (voir RBF) qui existent déjà dans la comptabilité actuelle ou qui sont à créer. La liste des AP proposées au vote ce soir n'a pas de caractère exhaustif. Elles seront complétées et/ou au moment du vote du budget primitif 2024 puis ultérieurement si nécessaire. Les chiffres qui sont mentionnés concernent soit des enveloppes courantes au sein desquelles les commissions détermineront leurs priorités pour 2024 et ce, comme d'habitude soit des projets individualisés dont le coût est souvent estimé.

DISCUSSION

Monsieur LEGUBE demande s'il s'agit d'un vote sur la globalité des AP qui est sollicité

Madame GARDA-FLIP lui répond que c'est plutôt cela qui est préconisé car une seule délibération sera prise mais qu'il peut être précisé des votes différents sur certaines AP.

Madame VAILLANT estime que ce document est intéressant car il permet d'avoir une perspective, même si elle n'est que partielle, sur les projets municipaux de ces prochaines années.

Monsieur LEGUBE expose qu'il n'y a pas un grand niveau de précision dans les lignes de dépenses envisagées.

Monsieur DELIS lui précise qu'il s'agit d'un outil de gestion permettant d'une part d'avoir une lisibilité pluriannuelle des investissements projetés et d'autre part, d'ouvrir des crédits par anticipation au vote du budget. En aucun cas, cela ne remplace le budget primitif (BP) annuel au stade duquel les AP présentées pourront être affinées et complétées. En ce sens, le tableau des AP constitue une annexe au BP.

Madame GARDA-FLIP précise également qu'il y aura bien comme tous les ans une commission travaux qui sera chargé d'arbitrer les enveloppes d'investissements courants.

Monsieur LEGUBE expose que ce qui le gêne, c'est que les conseillers de la liste ont exprimé préalablement leur désaccord sur certains projets comme la bibliothèque et la vidéoprotection par exemple.

Madame GARDA-FLIP répond que tout ne peut être inclus dans une même délibération : pour la bibliothèque, la précédente concernait le plan de financement du projet et le fait de solliciter des subventions. Celle-ci concerne des ouvertures de crédits budgétaires.

Décision adoptée par 24 voix pour, 03 voix contre (Monsieur LEGUBE avec le pouvoir de Monsieur TINARD, Monsieur CAIRE) et 02 abstentions (Monsieur BONNIN, Madame VAILLANT)

II. PERSONNEL

1. PRIME EXCEPTIONNELLE DU POUVOIR D'ACHAT OCTROYÉ AU PERSONNEL COMMUNAL

Madame Nelly GARDA-FLIP

Je vous informe que le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 prévoit la possibilité d'attribuer une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat pour certains agents publics de la Fonction Publique Territoriale.

Celle-ci peut être versée aux fonctionnaires et aux agents contractuels de droit public des collectivités territoriales nommés ou recrutés avant le 1^{er} janvier 2023, employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023, dont la rémunération brute ne dépasse pas 39 000€ sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, déduction faite de la GIPA et de la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées. Pour les collectivités locales, il s'agit bien d'une possibilité et non d'une obligation.

Il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime dans la limite des plafonds fixés par le décret.

Je vous propose d'octroyer cette prime avec les montants suivants :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700 €	400 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	350 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	300 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	250 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	200 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	175 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	150 €

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Je vous précise que l'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Je vous propose donc, après avis favorable du CST de la collectivité rendu le 28 novembre 2023 :

- D'instaurer la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat selon les modalités d'attribution définies ci-dessus,
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de la commune – Chapitre 012-Charges du personnel,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer les arrêtés et faire tout le nécessaire dans ce cadre.

DISCUSSION

Madame GARDA-FLIP précise que le versement de cette prime aux conditions ci-dessus énoncées représente une dépense budgétaire de l'ordre de 45 000 € inclus les charges ; 131 agents seraient concernés dont environ 90% relevant de la catégorie C.

Décision adoptée à l'unanimité.

2. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL PERMANENT

Madame Nelly GARDA-FLIP

Je vous informe qu'il y a la nécessité de prendre en compte un avis favorable à un avancement de grade au titre de la promotion interne 2023 engendrant une modification du tableau des effectifs du personnel ainsi qu'il suit :

Suppression	Ouverture	Catégorie	Nombre	Temps de travail	Effet
Adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe	Agent de Maîtrise	C	1	Complet	01/03/2024

Je vous propose d'adopter cette modification et :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires au recrutement pour pourvoir ces postes : publicité de vacance d'emploi....
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget de la commune.

Décision adoptée à l'unanimité.

3. CRÉATIONS DE POSTES ET AUTORISATION DE RECRUTEMENT D'AGENTS POUR ACCROISSEMENT SAISONNIER D'ACTIVITÉ

Madame Nelly GARDA-FLIP

Je vous informe qu'en application des dispositions du code général de la fonction publique, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement saisonnier d'activité.

C'est ainsi que ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée de maximum six mois, renouvellements compris, pendant une même période de douze mois consécutifs pour un accroissement saisonnier d'activité.

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer certains services, à savoir, la structure jeunes multi accueil, ENTR'ADOS, le CAPADO à certaines périodes de l'année, je vous propose :

- D'autoriser les recrutements décrits ci-dessous :

Date – 2024	Agents	Grade	Temps	Lieu	Fonctions
Entre le 19 février et le 03 mars	2	Adjoint d'animation Catégorie C	Non complet	ENTR'ADOS	Animateur stagiaire ou Titulaire BAFA
	1			CAPADO	
Entre e 15 avril et le 28 avril	2			ENTR'ADOS	
	1			CAPADO	
Entre le 01 juillet et le 31 août	3			ENTR'ADOS	
	1			CAPADO	
Entre le 21 octobre et le 3 novembre	2			ENTR'ADOS	
	1			CAPADO	

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer toutes les démarches nécessaires au recrutement pour pourvoir ces postes : publicité de vacance d'emploi....
- De dire que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget de la commune.

Décision adoptée à l'unanimité.

III. DIVERS

1. PROJET D'UN SALON DE L'EXCELLENCE ARTISANALE A CHAUVIGNY

Monsieur Gérard DELIS

Chauvigny, ville d'art et de patrimoine, membre des Plus Beaux Détours de France, possède un atout touristique et culturel de premier niveau, par sa cité médiévale, mais aussi par le développement de projets d'animation du site. La ville, traversée par la Vienne, est l'un des hauts lieux de l'art roman en Poitou-Charentes. L'on y peut découvrir plusieurs églises, dont la Collégiale St. Pierre (XIIème), célèbre pour ses chapiteaux et colonnes, et la chapelle de Saint-Pierre-Les-Eglises dans laquelle l'on peut admirer des peintures carolingiennes du IX siècle.

Chauvigny est également une ville de culture. L'installation d'artisans d'art s'inscrit dans cette logique. Trait d'union entre le passé et le futur, conjugaison de l'esprit et de la main, les métiers d'art sont l'héritage de savoir-faire élaborés au fil du temps. Ils permettent de conserver des ouvrages exceptionnels. A ce jour, la cité recense plus d'une dizaine d'artisans et notamment quatre Meilleurs Ouvriers de France (MOF).

Afin de renforcer cette dynamique, et sur proposition de Madame Myriam CHESSEBOEUF, Meilleure Ouvrier de France, depuis 2019, dans le domaine de l'enluminure, installée au cœur de la cité médiévale, nous avons souhaité organiser un évènement valorisant les métiers de l'artisanat, le temps d'un week-end.

Ce salon de l'Excellence Artisanale, qui aurait lieu du 12 au 14 avril 2024, sur le site du théâtre Charles-Trenet, rassemblerait une trentaine de professionnels, provenant de la région Nouvelle Aquitaine, avec l'objectif de partager, rassembler et transmettre leurs savoirs.

C'est aussi pour cela que nous avons décidé d'associer à ce projet l'association des compagnons du devoir de la Vienne, ainsi que celle des meilleurs apprentis de France. Notre objectif, au-delà de la présentation des œuvres et chefs d'œuvres pour chaque artisan présent (sous la forme de stands individuels), est de profiter de ce rendez-vous pour mettre en relation des jeunes en recherche de formation ou de métier, avec des professionnels, et pourquoi pas, de susciter des vocations. C'est dans cette logique, comme vous pourrez le constater dans le dossier d'inscription transmis aux professionnels (en annexe à cette note), qu'il a été proposé aux participants, en contrepartie de la gratuité du stand, d'accueillir un jeune visiteur dans leur atelier, le temps d'une demie ou d'une journée de découverte de leur activité.

Le programme du week-end serait le suivant :

- Vendredi 12 avril : ouverture du salon au grand public et organisation de conférences tout au long de la journée à destination des scolaires (principalement des collégiens de 4^{ème} et 3^{ème}). Ces conférences seraient animées soit par des professionnels volontaires pour partager leur expérience personnelle, ou par des représentants institutionnels et l'association des Compagnons du Tour de France.
- Samedi 13 et dimanche 14 avril : toute la journée, accueil du public par les artisans sur leur stand ; présentation des savoir-faire au travers des œuvres et démonstrations diverses.

Le plan de financement de ce salon serait :

DÉPENSES :

- Aménagements des stands (cloisons – moquettes – petit équipement) 4 000 €
- Plan de communication (créations visuelles – affichage – publications médias) 4 500 €
- Gardiennage du site (3 nuits) 3 500 €
- Temps de convivialité (inauguration – soirée de gala) 3 000 €
- Frais divers 1 500 €

Soit un coût total d'organisation estimé 16 500 €

RECETTES :

- Participation Conseil Départemental 3 500 €
- Participation Grand Poitiers 3 500 €
- Participation Région Nouvelle Aquitaine 3 500 €
- Participation Ville de Chauvigny 6 000 €

Soit un montant total de recettes de 16 500 €

Je vous propose :

- D'accepter le principe d'organisation de ce salon et d'adopter le plan de financement prévisionnel,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter les subventions extérieures et d'une manière générale à faire tout le nécessaire dans le cadre de ce projet.

DISCUSSION

A la demande de Monsieur CAIRE, il lui est confirmé que l'entrée de cette manifestation sera gratuite.

Décision adoptée à l'unanimité.

2. ACOMPTE SUBVENTION CCAS 2024

Madame Nelly GARDA-FLIP

Comme tous les ans, je vous propose que la commune alloue, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2024, un acompte sur la subvention allouée au CCAS à hauteur de 50 000 €.

Cette dépense est imputée à l'article 657362 du budget.

Pour mémoire, la subvention au titre de l'exercice 2023 était de 152 000 €.

Décision adoptée à l'unanimité.

QUESTIONS ORALES

Liste « Agir pour Chauvigny »

Question 1 :

Quels sont les projets de la municipalité concernant la végétalisation des espaces urbains (bâtiments publics, trottoirs, cours d'école....) ?

Réponse de Monsieur TALBOT, Adjoint à l'Environnement : « tout d'abord je vous remets le document qui a servi à la collectivité pour concourir au maintien de la 3^{ème} fleur. Il a pour intérêt de monter tout ce que fait la collectivité dans le domaine de l'environnement et notamment dans une démarche transversale car les aspects sont multiples. Lors de la prochaine commission environnement, je vous présenterai certains projets. Concernant plus spécifiquement les cours d'école, il me paraît utopique de penser qu'il est réalisable d'enlever l'ensemble des surfaces bitumées. Ce type de projet est à mener en mode participatif en lien avec le corps enseignant, les parents etc.. car l'usage des cours est souvent mixte comme à Villeneuve par exemple ».

Monsieur LEGUBE : « la végétalisation ne consiste pas simplement à mettre des pots de fleurs sur des espaces bétonnés mais plutôt à supprimer des espaces bétonnés pour les remplacer par des espaces verts. A titre d'exemple, les cours d'écoles primaires de Chauvigny sont très bétonnées ».

Madame VAILLANT confirme « qu'effectivement, il faut bien analyser quels sont les différents usages dans les cours d'école avec des problématiques qui peuvent être différentes selon les établissements ».

Question 2 :

Nous avons été avertis par des parents d'élèves, puis par la presse, de la survenance de problèmes de harcèlement et de racisme dans une des écoles primaires de Chauvigny, sur le temps de garde des employés municipaux (en garderie). L'adjointe au Maire a d'ailleurs du rencontrer les parents d'élèves concernés à ce sujet. Pouvez-vous nous préciser quelles conclusions sont sorties de cette rencontre et quelles mesures sont envisagées pour remédier à d'éventuels problèmes futurs et pour la formation des employés municipaux sur ces sujets essentiels. Le racisme et le harcèlement demeurent des délits inacceptables, encore plus dans le cadre d'une école de la république.

Réponse de Madame GREFFIER, Adjointe à l'Education : « effectivement, en novembre-décembre, nous avons reçu plusieurs demandes de parents concernant une problématique de comportement de leurs enfants vis-à-vis d'autres enfants à l'école Jean Arnault. Nous les avons pris en compte et organisé une réunion en Mairie. Les parents ont été reçus individuellement avec leurs enfants puis de manière collective avec l'inspectrice de circonscription et la directrice de l'établissement. On les a écoutés et c'est le thème de « harcèlement » qui était mis en avant. Auparavant, le protocole PHARe avait été déclenché. Il s'est avéré, après l'étude de la situation par le rectorat, que ce n'était pas du harcèlement. Des psychologues ont participé à ce suivi en venant questionner à la fois l'enfant présumé harcelé, le présumé harceleur et les enfants faisant office de témoins.

Il est vrai que pendant ces réunions, la collectivité était un peu ciblée du style « vos agents écoutent-ils les enfants quand il y a des problèmes de ce type ? ». On a ressenti alors un besoin d'accompagnement car ce n'est pas toujours facile à solutionner au quotidien. Donc, nous nous sommes déplacés pour les rencontrer en situation notamment durant la pause méridienne. Nous n'avons pas ressenti de mal-être chez certains enfants et constaté plutôt qu'ils jouaient ensemble. Tout cela procède d'un travail collectif entre enfants, parents, personnel de la collectivité et collectivité elle-même pour tenter de trouver des solutions d'apaisement. On reste attentif en permanence mais il faut qu'il y ait du respect ».

Madame GARDA-FLIP : « nous allons voir ce que nous pouvons faire pour renforcer la formation du personnel sur ces questions ».

Madame Vaillant précise ce qu'est une situation de harcèlement. On ne peut pas demander aux seuls agents de la collectivité de solutionner les problèmes quand ils existent. Dans une situation de harcèlement il y a trois protagonistes : le harceleur : celui qui agresse de façon répétée toujours la même victime qui ne peut se défendre et ceci devant des spectateurs témoins qui se moquent ou restent passifs. Un programme de traitement des situations de harcèlement existe au sein de l'éducation nationale. Ainsi tous les conflits ne sont pas systématiquement des faits de harcèlement. Une réflexion sur l'aménagement et l'organisation des cours de récréation permet souvent de trouver des solutions pour réduire les conflits. La participation de tous (équipe éducative, famille, collectivité) est essentielle pour apaiser les situations de conflits.

Monsieur LEGUBE : « Tout doit pouvoir se résoudre avec de la médiation et de la communication ».

Concernant le problème de racisme, Madame GREFFIER confirme qu'il y a eu une situation problématique entre deux enfants mais la Directrice a fait le nécessaire pour résoudre ce point.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 H 15.

Le secrétaire de séance,

La première Adjointe,

Thibaut LEGUBE

Nelly GARDA-FLIP